

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE
DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE
20 avenue des Rives du Lac
70000 Vaivre-Et-Montoille
Tél. 03.84.77.00.00 – Fax. 03.84.77.00.01
E-mail : contact@sied70.fr

DOSSIER DE CONSULTATION

DES FOURNISSEURS (DCE)

AO13

PROCEDURE ADATEE

ACCORD-CADRE

OBJET : fournitures des armoires de coupure HTA, des postes de transformation HTA/BTA, de leurs équipements et de transformateurs HTA/BTA

15 septembre 2009



SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE
DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE
20 avenue des Rives du Lac
70000 Vaivre-Et-Montoille
Tél. 03.84.77.00.00 – Fax. 03.84.77.00.01
E-mail : contact@sied70.fr

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

AO13 – ACCORD-CADRE ET MARCHES SUBSEQUENTS

PROCEDURE ADAPTEE

OBJET : fournitures des armoires de coupure HTA, des postes de transformation HTA/BTA, de leurs équipements et de transformateurs HTA/BTA

Abréviations :

RC : Règlement de la consultation
CAE : Cadre d'acte d'engagement
CCP : Cahier des clauses particulières



SOMMAIRE

CHAPITRE 1 - OBJET ET TYPE DE LA PROCÉDURE	3
1.1 - Procédure	3
1.2 - Nature des fournitures	3
1.3 - Nomenclature.....	3
1.4 - Information sur le marché	3
1.5 - Allotissement.....	3
CHAPITRE 2 - CONDITIONS DE LA PROCÉDURE.....	4
CHAPITRE 3 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	4
3.1 Modalités de présentation.....	4
3.2 Modalités de présentation du dossier de candidature	4
CHAPITRE 4 - JUGEMENT DES CANDIDATS.....	5
4.1 Les candidatures.....	5
4.3 Les marchés subséquents.....	6
CHAPITRE 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES	6
5.1 - Date limite de réception des candidatures.....	6
5.2 - Envoi traditionnel des dossiers de candidatures.....	6
5.3 - Dématérialisation de la procédure	6
CHAPITRE 6 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	7

CHAPITRE 1 - OBJET ET TYPE DE LA PROCÉDURE

Le SIED 70 est une entité adjudicatrice par la combinaison des articles 135 et 176 du Code des marchés publics (CMP).

1.1 - Procédure

La présente procédure adaptée (article 146 du CMP) a pour objet la conclusion d'un accord-cadre pour la fourniture des matériels décrits ci-après. Les marchés subséquents associés seront passés sur la base de cet accord-cadre et pourront être négociés.

1.2 - Nature des fournitures

Les marchés issus de la présente consultation concernent la fourniture des matériels indiqués ci-après à installer dans le cadre de travaux sur le réseau de distribution publique d'électricité, dont le SIED 70 est maître d'ouvrage :

- armoires de coupure HTA, postes de transformation HTA/BT et leurs équipements ;
- transformateurs HTA/BT.

Les entreprises attributaires des marchés devront également décharger les matériels, à la demande du SIED 70, soit directement sur le chantier de leur lieu de mise sous tension, soit chez l'entrepreneur que le SIED 70 aura chargé de leur installation.

1.3 - Nomenclature

La classification CPV (vocabulaire commun des marchés) est la suivante :

- objet principal : CPV 31680000-6 : fournitures et accessoires électriques;
- objets complémentaires : CPV 31213200-4 : transformateurs de distribution.

1.4 - Information sur le marché

L'accord-cadre est conclu sans minimum, avec un maximum de 400 000 € pour l'ensemble des 2 lots (300 000 € pour le lot 1 et 100 000 € pour le lot 2) et pour une durée de 2 ans.

1.5 - Allotissement

La présente procédure comprend 2 lots :

- lot n°1 : les armoires de coupures HTA, les postes de transformation HTA/BT, leurs équipements HTA et BTA, dont, éventuellement les transformateurs qui équipent ces postes de transformation;
- lot n°2 : les transformateurs achetés sans postes de transformation.

A titre indicatif et sans engagement de la part du SIED 70, les besoins peuvent être estimés à environ :

- lot n°1 : 5 armoires de coupure HTA et 20 postes de transformation dont certains équipés de tableaux HTA et la plupart de transformateurs,
- lot n°2 : 25 transformateurs sans postes de transformation.

CHAPITRE 2 - CONDITIONS DE LA PROCÉDURE

La procédure de l'accord-cadre se déroule en 2 phases. **Tout d'abord, les entreprises font acte de candidature et transmettent l'ensemble des pièces décrites à l'article 3.2 ci-dessous.**

A l'issue de cette phase, le SIED 70 passera un accord cadre avec au plus 3 prestataires pour le lot 1 et 5 pour le lot 2. Les mieux-disant de chacun des 2 lots seront déterminés à partir de la notation fixée au chapitre 4 du présent règlement.

Les marchés subséquents seront ensuite passés au fur et à mesure de la survenance des besoins avec les fournisseurs retenus par l'application des dispositions du présent règlement.

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement sous forme de fichier informatique aux entrepreneurs.

CHAPITRE 3 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

3.1 Modalités de présentation

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française, ainsi que les documents de présentation associés. Le dossier à remettre par les candidats sera placé sous enveloppe cachetée.

3.2 Modalités de présentation du dossier de candidature

Ce dossier comprendra les pièces suivantes :

- | | |
|---|--|
| 1 - Nouvel Imprimé DC4 | <i>Lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants.</i> |
| 2 - Nouvel Imprimé DC5 | <i>Déclaration du candidat comportant notamment l'attestation sur l'honneur prévue à l'article 44 du Code des Marchés Publics,</i> |
| 3 - Déclaration sur l'honneur relative aux obligations fiscales et sociales en application de l'article 46 du Code des Marchés Publics | <i>Déclaration sur l'honneur du candidat, dûment datée et signée, indiquant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir, qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation pour travail illégal.</i> |

Pour les entreprises nouvellement créées, celles-ci peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt du Centre de Formalité des Entreprises.

Les formulaires réglementaires pouvant être utilisés comme support pour certains des documents à fournir et listés ci-dessus (DC4, DC5, ...) peuvent être téléchargés sur le site internet suivant :

http://www.colloc.minefi.gouv.fr/colo_struct_marc_publ/form_tele.html

L'accord-cadre ne pourra être attribué au candidat retenu que si celui-ci produit dans un délai de 10 jours à compter de la réception du courrier l'informant de sa désignation comme candidat retenu par la personne responsable du marché, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents.

Le candidat établi dans un état membre de la communauté européenne autre que la France, doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine selon les mêmes modalités que celles prévues pour un candidat établi en France.

Le candidat établi dans un pays tiers doit, pour les impôts, taxes et cotisations sociales ne donnant pas lieu dans le dit pays à la délivrance d'un certificat par les administrations et organismes de ce pays, produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative de ce pays.

- 4 -** La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
- 5 -** Attestation sur l'honneur dûment datée et signée certifiant de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue à l'article L. 323-1 du Code français du travail (désormais article L. 5212-1 à L.

- 5212-4 du Code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats établis hors de France).
- 6 - Les attestations d'assurance de la société en cours de validité, à savoir les copies des attestations d'assurances en matière de responsabilité civile et professionnelles. Ces attestations devront préciser les garanties et risques notamment financiers, inclus dans les contrats d'assurance concernés.
 - 7 - L'Acte d'Engagement de l'accord-cadre à compléter, parapher, dater et signer. Il est rappelé que les signataires doivent être habilités à engager le candidat. Cet Acte d'Engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés à l'accord-cadre (annexe 2 de l'Acte d'Engagement concernant la sous-traitance). Pour chaque sous-traitant présenté, le candidat devra joindre en sus de l'annexe afférente, une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (application de l'article 114 du Code des Marchés Publics).
 - 8 - L'annexe à l'acte d'engagement complétée des prix indicatifs maximums des 6 premiers mois de l'accord cadre et des délais maximums de fourniture pour toute la durée de l'accord-cadre, des matériels qui y figurent.
 - 9 - Le CCP à accepter et signer sans modification.
 - 10 - Les fiches techniques des matériels, objet de la présente consultation, proposés par le candidat et comportant les références attestant l'homologation d'ERDF ou de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régie (FNCCR).
 - 11 - Une note précisant les dispositions que compte prendre le candidat en terme d'assistance technique et de service après-vente notamment pendant l'exécution des marchés subséquents : identification des contacts, modalités de prise en compte des erreurs de livraison, modalités de traitement des remplacements de matériels en cas de défaut constaté à la livraison et/ou à l'installation, ...

CHAPITRE 4 - JUGEMENT DES CANDIDATS

4.1 Les candidatures :

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles 43 et 47 du Code des Marchés Publics, qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées au chapitre 2 du présent règlement, ou qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes, seront rejetées. Ces candidatures seront jugées conformément aux prescriptions édictées par le Code des Marchés Publics, et notamment celles de son article 53. Celles qui sont inappropriées, irrégulières et inacceptables seront éliminées.

Chaque candidat devra être en capacité de fournir l'ensemble¹ des matériels décrits à l'article 3 du CCP. Toute offre jugée incomplète au regard de ce point sera considérée comme irrecevable et ne sera pas notée.

Ces offres seront appréciées en fonction des critères de jugement listés ci-dessus et pondérés comme suit. Chaque critère sera noté de 0 à 5, avec la pondération ci-dessous. La note 0 obtenue à l'un des critères étant la plus basse. La note 5 correspondant à la notation la meilleure.

- 60% **Prix et délais** : Ces valeurs sont déterminées à partir de l'annexe à l'acte d'engagement;
- 25% **Valeur technique** : La valeur technique est déterminée à partir des fiches décrites à l'article 3.2 ci-dessus;
- 15% **Assistance technique et service après vente** : L'assistance technique et le service après-vente seront évalués en fonction des dispositions que compte prendre le candidat dans ce domaine, et qui seront expressément décrites dans la pièce n° 10 de l'article 3.2 du présent règlement de consultation.

Toute note nulle à l'un des critères élimine le candidat. Pour être retenu, le candidat devra avoir obtenu une note globale, après pondération, au moins égale à 1,5.

L'entité adjudicatrice retient au plus 3 fournisseurs pour le lot n°1 et 5 pour le lot n°2, par ordre décroissant des notes obtenues.

¹ A une ou 2 exceptions pour ce qui concerne notamment les transformateurs de faible puissance

4.2 Les marchés subséquents

Les marchés subséquents sont attribués, après négociation, à partir de propositions qui sont transmises par les titulaires de l'accord-cadre dans le délai maximum de 12 jours à compter de la date de l'envoi de la lettre que transmet le SIED 70 aux titulaires du lot correspondant. Cette lettre désigne le matériel précis objet du marché et indique le délai de livraison souhaité par le SIED 70. Le titulaire de l'accord-cadre transmet alors le prix du produit et le délai maximum définitif de livraison, qui diminue éventuellement le délai initialement fixé dans l'accord.

Le marché subséquent est alors attribué au titulaire de l'accord-cadre ayant obtenu la plus faible des notes calculées à partir des critères prix et délai de livraison déterminés et pondérés comme suit :

- 60% **Prix** : la valeur du terme "prix" étant égale au rapport du prix proposé par le fournisseur considéré sur le prix minimum présenté dans le cadre de la consultation.
- 40% **Délai² de livraison** : la valeur – au moins égale à 1 – du terme "délai de livraison" étant égale au rapport du nombre de jours proposé par le fournisseur considéré sur le délai minimal présenté ou le délai souhaité par le SIED 70 s'il est inférieur au délai minimal proposé par les titulaires de l'accord-cadre.

CHAPITRE 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES

5.1 - Date limite de réception des candidatures

29 septembre 2009 à 11 heures 30

5.2 - Envoi traditionnel des dossiers de candidatures

Les dossiers de candidatures sont transmis sous pli cacheté à l'adresse ci-après :

*Monsieur le Président du syndicat intercommunal d'énergie
du département de la Haute-Saône
20 avenue des Rives du Lac
70000 Vaivre-Et-Montoille*

Ce pli comprend une enveloppe intérieure également cachetée qui comporte les nom et adresse du candidat et la mention suivante :

*SIED 70
Marché de fournitures de matériels électriques
AO13 – accord-cadre – procédure adaptée
Ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture des plis*

Ces demandes de candidatures doivent être envoyées, par pli recommandé avec avis de réception postal, et parvenir à destination avant la date indiquée ci-dessus à l'article 5.1, ou être remises contre récépissé au secrétariat du SIED 70 avant ces mêmes date et heure.

5.3 - Dématérialisation de la procédure

Dans le cadre des procédures de consultation relatives à la passation des marchés publics, le dossier de consultation d'entreprises (DCE), sera mis à disposition des entreprises sur le site du SIED 70 www.sied70.fr.

² exprimé en nombre de jours (7j/semaine et 30j/mois)

CHAPITRE 6 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats doivent faire parvenir une demande écrite à :

Monsieur le directeur du SIED 70

20, avenue des Rives du Lac
70000 Vaivre-Et-Montoille

ou par courrier électronique à : direction@sied70.fr

Adopté par le Bureau syndical le 15 septembre 2009

Le Président,

Jacques ABRY

ACCORD-CADRE

ACTE D'ENGAGEMENT

En cas de candidature groupée, remplir un seul acte d'engagement pour le groupement. Il peut être transmis par voie électronique. L'offre est rédigée en français.

Cet acte d'engagement correspond au(x) lot(s) numéro(s) :

- ☐ 1
☐ 2

de la procédure de passation de l'accord cadre suivant : fourniture d'armoires de coupure HTA, de postes de transformation et de leurs équipements (lot 1) et de transformateurs HTA/BTA (lot 2)

A - Procédure et forme de l'accord cadre

☒ Accord-cadre par procédure adaptée

Indiquer la ou les référence(s) des articles et alinéas du code des marchés publics (CMP) dont il est fait application :
Articles 144-III et 146

Pour un accord cadre, indiquer sa durée : 2 ans

B - Identification de l'acheteur

Nom ou raison sociale de l'acheteur : Syndicat Intercommunal d'Energie du Département de la Haute-Saône (SIED 70)		Représenté par : Monsieur Jacques ABRY – Président du SIED 70	
Adresse : 20 avenue des rives du lac		Code postal : 70000	
Ville : VAIVRE-ET-MONTOILLE		Pays (autre que la France) :	
Téléphone : 03 84 77 00 00		Poste :	
Télécopieur : 03 84 77 00 01	Adresse de courrier électronique (courriel) : contact@sied70.fr		Adresse internet (U.R.L.) : www.sied70.fr

■ Nom, prénom, qualité du signataire du marché/de l'accord-cadre :

Monsieur Jacques ABRY – Président du SIED 70

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du code des marchés publics :

Monsieur Jean-Paul BARSOT - SIED 70 -

20, avenue des Rives du Lac – 70000 Vaivre-Et-Montoille – tél : 03 84 77 00 00 – fax : 03 84 77 00 01

mail : direction@sied70.fr

■ Désignation, adresse, téléphone du comptable assignataire :

Monsieur le Trésorier de ECHENOZ-LA-MELINE - Place des Armes - 70000 ECHENOZ-LA-MELINE

■ Imputation budgétaire :

Chapitre 23

C - Délai de paiement

Le délai maximum de paiement, sur lequel l'acheteur s'engage, est de 40 jours. Ce délai sera ramené à 35 jours à compter du 1^{er}/01/2010 et à 30 jours à compter du 1^{er}/07/2010.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est, selon les hypothèses prévues à l'article 5 du décret n° 2002-232 du 21 février 2002, modifié, relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics :

- le taux marginal de la BCE, en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 7 points,

Ou

- le taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

D - Engagement du candidat

D1. Nom, prénom et qualité du signataire :

☐ agissant pour mon propre compte.

☐ agissant pour le compte de la société - Indiquer le nom, l'adresse :

☐ agissant pour le compte de la personne publique candidate - Indiquer le nom, l'adresse :

OU, s'il s'agit d'un groupement

☐ agissant en tant que membre du groupement

☐ groupement solidaire

☐ groupement conjoint

identifier chacun des membres du groupement en indiquant le nom, l'adresse :

Indiquer le nom et l'adresse du mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations

OU

☐ agissant en tant que mandataire habilité à signer l'offre du groupement par l'ensemble de ses membres ayant signé le document d'habilitation en date du.....

☐ groupement solidaire

☐ groupement conjoint

☐ mandataire solidaire

☐ mandataire non solidaire

D2. Engagement du candidat

Après avoir pris connaissance des documents constitutifs de l'accord cadre,

- ☐ Je m'engage, sur la base de mon offre
- ☐ J'engage le groupement dont je suis mandataire, sur la base de l'offre du groupement
- ☐ L'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement

(cocher la case correspondante)

et conformément aux documents susmentionnés,

à livrer les fournitures prévues à l'**accord-cadre** d'armoires de coupure HTA, de postes de transformation et de leurs équipements (lot 1) et de transformateurs HTA/BTA (lot 2),

aux prix et délais des marchés subséquents conclus au fur et à mesure des besoins, avec les prix maximums indiqués sur l'annexe au présent acte pour les 6 premiers mois de l'accord et les délais maximums indiqués sur cette même annexe pour toute la durée du marché

D3. Compte (s) à créditer - Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal

Numéro :

Banque :

Centre de chèques postaux de :

D4. Avance:

Je renonce au bénéfice de l'avance

☐ Oui ☐ Non

Le bénéficiaire de l'avance est informé que la collectivité territoriale : (articles 89 et 90 du code des marchés publics)

☐ Demande *(obligatoire si l'avance est supérieure à 30%)* ☐ Ne demande pas

la constitution d'une garantie à première demande pour tout ou partie du remboursement de l'avance.

D5. Durée de validité de l'offre

Le présent engagement me lie pour la durée de validité des offres indiquée au règlement de la consultation ou dans l'avis d'appel public à la concurrence

D7. Origine et part des fournitures :

Marchés de fournitures : article 159 du code des marchés publics :

- ☐ Pays de l'Union européenne, France comprise :%.
- ☐ Pays membre de l'Organisation mondiale du commerce signataire de l'accord sur les marchés publics (Union européenne exclue) :%.
- ☐ Autre :%.

A , le

Le (ou les) candidat(s) :
(représentant(s) habilité(s) pour signer le marché)

E - Décision de l'acheteur

La présente offre est acceptée :

- ☐ en ce qui concerne les lots ci-après :
(indiquer les lots pour lesquels le candidat est retenu)

A : , le

Le Président

Jacques ABRY

PJ : 1 annexe

F. Notification du marché au titulaire¹

■ **En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent marché » :

A, le

Signature du titulaire

■ **En cas d'envoi en LR AR :**

Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire

¹ Date et signature originales.

G. Nantissement ou cession de créances¹

(Conformément à l'article 106 du code des marchés publics, il est possible d'utiliser soit une copie de l'original du marché, soit le certificat de cessibilité conforme au modèle figurant en annexe à l'arrêté du 28 août 2006)

■ **Copie délivrée en unique exemplaire** pour être remise à l'établissement de crédit ou au bénéficiaire de la cession ou du nantissement de droit commun en cas de cession ou de nantissement de créance de :

1 ☐ La totalité du marché global dont le montant est de : (indiquer le montant en chiffres et en lettres)

.....

2 ☐ La totalité du bon de commande n° afférent au marché (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

.....

3 ☐ La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est de (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

.....

4 ☐ La partie des prestations est égale à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

.....

et devant être exécutée par en qualité de :

☐ membre d'un groupement d'entreprise

☐ sous-traitant

Désignation, adresse, téléphone du comptable assignataire (si plusieurs comptables assignataires sont prévus, l'acheteur fournit autant de certificats de cessibilité qu'il y a de comptables en précisant sur chaque document le nom du comptable auquel il doit être remis. Chaque document ne mentionne que la part de la créance totale que le comptable auquel il est transmis est appelé à mettre en paiement (article 106 du code des marchés publics) :

A

, le

2

Signature

■ **Modification(s) ultérieure(s) au contrat de sous-traitance** (A renseigner autant de fois que nécessaire)

La part de prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct est ramenée/portée à (indiquer l'unité monétaire d'exécution du marché et le montant en lettres) :

.....

.....

Montant initial :

Ou - Ramené à :
- Porté à :

A

,

le

Signature

Date de la dernière mise à jour : 08/07/2009

¹ A remplir par l'acheteur (personne compétente pour signer le marché) en original sur une photocopie.

² Date et signature originales

ACCORD-CADRE - SIED 70 - AO13

ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT

N° lot	Composition				Prix indicatif	Délai maximum en mois
	Appellation principale	Transfo	Tableau BT	Tableau HTA		
1	ACM					
1	ACT					
1	ACMD					
1	AC3M					
1	PRCS	50 kVA	1 départ équipé			
1	PRCS	100 kVA	2 départs équipés			
1	PRCS	160 kVA	2 départs équipés			
1	PSSA		TIPI 2 départs équipés			
1	PSSB		TIPI 2 départs équipés			
1	PUC	250 kVA	TIPI 2 départs équipés	monobloc 2I+1P		
1	PAC 3UF équipé :	400 kVA	TIPI 4 départs équipés	extensible 1I+1P		
1	PAC 4UF équipé	630 kVA	TIPI 4 départs équipés	extensible 2I+1P		
1	PV habillage pierre sur PAC 4UF					
1	PV toit 2 pentes à 100% tuiles plates sur PAC 4UF					
1	PV détecteur de défaut local (Bardin)					
1	PV détecteur de défaut interfacé (ITI)					
2	Transfo H61 TPC	50 kVA				
2	Transfo H61 TPC	100 kVA				
2	Transfo H61 TPC	160 kVA				
2	Transfo cabine TPC	50 kVA				
2	Transfo cabine TPC	100 kVA				
2	Transfo cabine TPC	160 kVA				
2	Transfo cabine TPC	250 kVA				
2	Transfo cabine	400 kVA				
2	Transfo cabine	630 kVA				
2	Transfo cabine	1000 kVA				

Nota : - Tous les postes sont équipés d'un local EP vide

- Tous les tableaux sont équipés d'un départ avec HPC, de l'ACG EP et du câblage EP jusqu'au local EP

- Tous les postes en coupure ne sont pas équipés de détecteurs de défaut

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE
DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE
20 avenue des Rives du Lac
70000 Vaivre-Et-Montoille
Tél. 03.84.77.00.00 – Fax. 03.84.77.00.01
E-mail : contact@sied70.fr

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

AO13 – ACCORD CADRE ET MARCHES SUBSEQUENTS

PROCEDURE ADAPTEE

OBJET : fournitures des armoires de coupure HTA, des postes de transformation HTA/BTA, de leurs équipements et de transformateurs HTA/BTA

Abréviations :

RC : Règlement de la consultation
CAE : Cadre d'acte d'engagement
CCP : Cahier des clauses particulières



Sommaire

CHAPITRE 1 – OBJET DU MARCHÉ, DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
Article 1 - Objet du l'accord-cadre - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur.....	3
Article 2 – Tranches et lots.....	3
Article 3 – Description des fournitures concernées.....	3
Article 4 – Contrôle des prix de revient.....	3
CHAPITRE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	4
Article 5 - Pièces particulières	4
Article 6 - Pièces générales.....	4
CHAPITRE 3 – PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES, VARIATION DANS LES PRIX, RÈGLEMENT DES COMPTES	4
Article 7 - Sous-traitance - Co-traitance	4
Article 8 - Tranches conditionnelles	4
Article 9 - Contenu et nature des prix.....	4
Article 10 - Facturation - TVA	5
CHAPITRE 4 – DÉLAIS D'EXÉCUTION- PÉNALITÉS	5
Article 11 - Délais d'exécution	5
Article 12 - Prolongation des délais d'exécution.....	5
Article 13 - Documents à transmettre au plus tard avec la facture	6
Article 14 - Pénalités.....	6
CHAPITRE 5 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ	6
Article 15 - Cautionnement.....	6
Article 16 - Avance forfaitaire	6
Article 17 - Avance facultative	6
Article 18 - Avance sur matériels.....	6
Article 19 - Nantissement ou cession de créances	6
CHAPITRE 6 – INSTALLATION DES POSTES DE TRANSFORMATION.....	7
Article 20 - Préparation.....	7
Article 21 - Procédure préalable à l'exécution des travaux	7
Article 22 - Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique	7
Article 23 - Sécurité des personnes contre les dangers d'origine électrique - Hygiène et sécurité sur les chantiers.....	7
CHAPITRE 7 – CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES MATÉRIELS	8
Article 24 - Essais et contrôles des ouvrages	8
Article 25 - Délais de garantie	8
Article 26 - Assurances	8
CHAPITRE 8 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	8

CHAPITRE 1 – OBJET DU MARCHÉ, DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 - Objet du l'accord-cadre - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

Les dispositions du présent cahier de clauses particulières (CCP) concernent la fourniture des armoires de coupures HTA, des postes de transformation HTA/BTA, de leurs équipements (télécommandes, tableaux HTA et BTA...) et des transformateurs HTA/BTA à installer dans le cadre des travaux dont le SIED 70 est maître d'ouvrage sur les réseaux qu'il a concédés à Electricité Réseau Distribution France (ERDF) et à la SCICAE de Ray-Cendrecourt.

La description exacte des fournitures et leurs spécifications techniques sont indiquées à l'article 3 du présent CCP et lors de la consultation des titulaires de l'accord-cadre du lot considéré, notamment dans le cadre de la consultation en vue de la conclusion des marchés subséquents.

Les commandes successives sont adressées à l'entrepreneur sous la forme de lettres, envoyées par la poste, par télécopie, ou par courriers électroniques.

Les emplacements précis des lieux de livraison sont fixés dans les bons de commande.

Article 2 – Tranches et lots

L'acte d'engagement fixe la référence du lot faisant l'objet du marché.

Les marchés subséquents ne comprennent aucun montant minimum ni maximum de travaux à réaliser.

Le SIED 70 passe commande au fournisseur au fur et à mesure des besoins et en fonction des possibilités de financement.

Article 3 – Description des fournitures concernées

Toutes les fournitures, objet du présent marché, constituant les 2 lots ci-après, doivent avoir été agréées par ERDF avant leur livraison. Les fiches d'agrément doivent être remises lors de l'offre initiale (voir 3.2 du RC fiches n°13) ou au fur et à mesure de l'agrément de nouveaux produits. Ces fournitures constituent les 2 lots ci-après :

3.1. Lot n°1 :

- Les armoires de coupure HTA à commande manuelle ou télécommandées, à 1 départ ou avec 1 ou 2 dérivations;
- Les postes ruraux compacts simplifiés (PRCS) équipés éventuellement de transformateurs avec protection coupure (TPC) de 50, 100 ou 160 kVA;
- Les postes au sol simplifiés (PSS) équipés éventuellement de transformateurs avec protection coupure (TPC) de 100 ou 160 kVA ou 250 kVA
- Les postes urbains compacts (PUC) à équipés éventuellement, d'une part, de tableaux HTA à 1 ou 2 cellules "arrivées" et une cellule protection, ces cellules pouvant être télécommandées et, d'autre part, de transformateurs de 100 ou 160, 250, 400, 630 kVA;
- Les postes à couloir de manœuvre (PAC) à 3, 4, ou 5 unités fonctionnelles (UF) équipés éventuellement, d'une part, de tableaux HTA à 1,2 ou 3 cellules "arrivées" et une cellule protection, ces cellules pouvant être télécommandées et, d'autre part, de transformateurs de 100 ou 160, 250, 400, 630 ou 1000 kVA;
- Tous les postes de transformation étant équipés de tableaux à basse tension et des liaisons transformateur-tableau;
- L'ensemble des ouvrages ci-dessus indiqués étant livrables dans plusieurs teintes standard et pouvant être, après accord avec les titulaires, habillés de toitures ou de parements en pierres, briques,

3.2. Lot n°2 :

Les transformateurs 20kV – 380 V avec ou sans protection coupure de 50, 100, 160, 250, 400, 630 ou 1000 kVA

Article 4 – Contrôle des prix de revient

Sans objet

CHAPITRE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de prépondérance décroissant, les suivantes :

Article 5 - Pièces particulières

- acte d'engagement (AE) et son annexe,
- présent cahier des clauses particulières (CCP),

Article 6 - Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au moment de la commande :

- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG),
- Arrêté interministériel relatif aux conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,
- Norme NF C 11.201 (réseaux de distribution publique d'énergie électrique),
- Norme NF C 13.100 (postes de livraison établis à l'intérieur d'un bâtiment et alimentés par un réseau de distribution publique de 2ème catégorie),
- Guide UTE C 18.510 (recueil d'instruction générale de sécurité d'ordre électrique),

CHAPITRE 3 – PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES, VARIATION DANS LES PRIX, REGLEMENT DES COMPTES

Article 7 - Sous-traitance - Co-traitance

Le montant total maximum des fournitures sous-traitées ne peut dépasser 50 % du total des montants des fournitures commandées au titre du marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

7.1. Sous-traitance

Les articles 112 à 117 du Code des marchés publics stipulent les conditions selon lesquelles la sous-traitance est réalisée.

7.2. Co-traitance

Pour le cas où un groupement solidaire serait attributaire du marché, le SIED 70 transmet, l'ensemble des bons de commande passés dans le cadre des marchés subséquents au mandataire qui doit informer le SIED 70, dans un délai de 7 jours, du nom du cotraitant qui sera chargé de réaliser la commande. Comme le permettent les dispositions de l'article 11.91 du CCAG, les paiements seront mandatés à chacun des cotraitants pour les prestations qu'il aura réalisées.

Article 8 - Tranches conditionnelles

Sans objet.

Article 9 - Contenu et nature des prix

9.1. Frais à la charge du fournisseur

Le fournisseur a à sa charge toutes les fournitures, l'assemblage des équipements, le transport de ces fournitures à pied d'œuvre, leur déchargement sur le lieu de livraison indiqué sur le marché subséquent, ainsi que tous les frais et faux-frais. Ceux-ci comprennent en particulier :

- les frais de hangars, dépôts, bureaux, etc...,
- les frais qu'entraîne la réparation de tout dommage subi par les ouvrages intéressés par les travaux, quels qu'en soient la cause et l'auteur, jusqu'à leur livraison,
- les frais liés à la réparation de tout dommage subi soit par le domaine public, soit par le domaine privé, occasionné directement ou indirectement lors de la livraison des matériels, dont il est responsable.
- les éventuels frais afférents à l'hygiène et à la sécurité des chantiers, (décret n°92.158 du 20 février 1992), ainsi qu'à la coordination des chantiers pour la sécurité et la protection de la santé (loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 et décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994) tels que rédaction et mise à jour des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé, modification d'un projet sur demande du coordonnateur, envois de courriers, visite sur place, etc...

9.2. Nature des prix de règlement

Les prix indiqués par les fournisseurs dans les consultations en vue des marchés subséquents seront fermes et définitifs pour tout marché conclu avant le début du 7^{ème} mois suivant la date de présentation de l'offre financière et quelque soit le délai de livraison du matériel considéré.

Article 10 - Facturation - TVA

10.1. Factures

La facture est établie par le fournisseur après que le matériel ait été réceptionné, soit par le SIED 70, soit par l'entreprise réalisatrice des travaux qu'il aura désignée. Cette facture précise la date et le lieu de livraison du matériel sur le chantier ou à l'emplacement convenu avec l'entreprise réalisatrice des travaux de raccordement de l'ouvrage considéré..

10.2. Application de la TVA

Sauf disposition légale ou réglementaire contraire, les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de son établissement.

CHAPITRE 4 – DELAIS D'EXECUTION- PENALITES

Article 11 - Délais d'exécution

11.1. Généralités

Le délai part de la date du marché subséquent (ou bon de commande) envoyé par le SIED 70.

Le délai s'arrête à la date de réception du matériel.

Le délai d'exécution est rappelé sur le marché subséquent. Il est au plus égal au délai communiqué par le fournisseur dans son offre initiale ou, s'il est inférieur, au délai figurant sur la réponse du fournisseur lors de la remise en concurrence.

Les bons de commande ou ordres de service sont adressés par le SIED 70 à l'entrepreneur en un exemplaire, sous pli ordinaire, ou par courrier électronique.

Le fournisseur informe le SIED 70 et l'entreprise que le SIED 70 aura désignée pour réaliser les travaux de la date et heure de livraison des postes de transformation au moins une semaine à l'avance.

Article 12 - Prolongation des délais d'exécution

12.1 Intempéries

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du 22 de l'article 19 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à zéro.

Le fournisseur doit notifier en temps utile au SIED 70, l'existence d'intempéries sur le lieu de livraison considéré, pour qu'il puisse être fait application du 19.2 du CCAG dans les cas suivants :

- intempéries au sens des dispositions législatives et réglementaires en vigueur à la date de l'ordre d'exécuter les travaux,

- inaccessibilité du chantier (barrière de dégel, inondation, cas de force majeure).

12.2 Prolongations de délais

Suite à l'acceptation de la demande présentée par le fournisseur avant l'expiration du délai indiqué sur le bon de commande, après que celui-ci en ait fait la demande écrite au SIED 70, le SIED 70 peut accorder des prolongations de délais au titulaire du marché subséquent.

Article 13 - Documents à transmettre au plus tard avec la facture

Le fournisseur adresse au SIED 70, au plus tard avec la facture, le certificat d'essai du transformateur et des autres équipements composants des armoires ou postes de transformation.

Article 14 - Pénalités

14.1. Dépassement du délai de réponse suite à une remise en concurrence

Comme il est précisé à l'article 4.3 du RC, le titulaire de l'accord-cadre dispose de 12 jours pour remettre une offre de prix et de délai suite à une remise en concurrence.

Une pénalité de 300€, est appliquée en cas de non réponse dans ce délai.

14.2. Dépassement des délais applicables à la livraison

Pour les fournitures dont le délai de livraison est supérieur au délai maximum contractuel indiqué à l'article 11 ci-dessus, la pénalité journalière appliquée dans les conditions du 14.1 du CCAG, est égale à 1/500 du montant total hors taxes des fournitures de la commande considérée avec un plafond égal à 15% de ce montant hors taxes des fournitures de la commande considérée.

CHAPITRE 5 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

Article 15 - Cautionnement

Sans objet.

Article 16 - Avance forfaitaire

Sans objet

Article 17 - Avance facultative

Aucune avance facultative ne sera versée à l'entrepreneur.

Article 18 - Avance sur matériels

Aucune avance sur matériels ne sera versée à l'entrepreneur.

Article 19 - Nantissement ou cession de créances

Le SIED 70 délivre l'exemplaire unique en vue de permettre de céder ou de nantir des créances du marché, à la demande du titulaire du marché.

CHAPITRE 6 – INSTALLATION DES POSTES DE TRANSFORMATION (lot n°1)

Article 20 - Préparation

Les études d'exécution sont réalisées par l'entreprise qui a été chargée de la réalisation des travaux de création et de mise en service des nouvelles installations et qui réalisera la fouille nécessaire à l'installation de l'armoire ou du poste de transformation.

Avec le bon de commande, le SIED 70 transmet l'adresse et un plan de situation du lieu de déchargement du matériel ainsi qu'un plan de masse du terrain d'implantation lorsqu'il s'agit d'un matériel du lot n°1.

Le SIED 70 fait son affaire des autorisations d'urbanisme préalablement à la mise en place des ouvrages.

Article 21 - Procédure préalable à l'exécution des travaux

Les titulaires des marchés subséquents du lot n°1 sont responsables des matériels jusqu'à leur mise en place, y compris de leur déchargement des plateaux de transport. Le niveau des fouilles respecte les informations annexées aux dossiers remis par les entreprises avec leurs offres ou qui viendraient s'y substituer en cours de marché.

Article 22 - Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La police de la circulation aux abords des chantiers incombe aux services compétents, que le titulaire du marché subséquent est chargé de saisir selon les modalités prévues par les codes des voiries routières concernées.

La signalisation nécessaire lorsqu'il y a une occupation même partielle du domaine public lors du déchargement d'un ouvrage, incombe au titulaire du marché subséquent.

Article 23 - Sécurité des personnes contre les dangers d'origine électrique - Hygiène et sécurité sur les chantiers

L'entrepreneur s'engage, sous peine de résiliation du marché, à faire respecter par la totalité du personnel qu'il affecte à l'exécution des travaux, les règles de l'art en matière de sécurité des personnes, notamment contre les dangers d'origine électrique telles que les règles contenues dans la publication UTE C 18.510.

Dans le cadre de la prévention des accidents du travail, l'entrepreneur est soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de la commande ; il s'engage notamment à répondre aux exigences rappelées sur les tableaux ci après.

	Décret n°92.158 du 20 février 1992	Loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et décret n°94.1159 du 26 décembre 1994
Contrôle de la mise en œuvre des principes généraux de prévention définis dans les articles L 235.1 et L 235.18 du code du travail		X
Rédaction et mise à jour des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS). Transmission des PPSPS aux organismes officiels		X
Respect des obligations résultant du plan général de coordination		X
Communication de renseignements : - envoi au coordonnateur de toutes les études réalisées - communication de la liste des intervenants (y compris sous-traitants)	X	X
Participation à des réunions préalables à l'ouverture du chantier	X	X
Application des consignes générales et/ou observations particulières (données par le délégué du chef de l'entreprise utilisatrice ou le coordonnateur)	X	X
Participation aux inspections communes et réunions de chantier ayant pour objet la sécurité	X	X

CHAPITRE 7 – CONTROLES ET RECEPTION DES MATERIELS

Article 24 - Essais et contrôles des ouvrages

L'essai des ouvrages intervient lors de la mise sous tension de l'ouvrage

Article 25 - Délais de garantie

Le délai de garantie est d'un an. Il part de la date de mise sous tension de l'ouvrage (date figurant sur le certificat de conformité visé par l'entreprise titulaire du marché de travaux d'électrification) de la commande considérée qui contient l'ouvrage. A la demande du titulaire du marché subséquent, ce délai peut être de 18 mois à compter de la livraison de la commande considérée.

Article 26 - Assurances

Dans un délai maximum de quinze jours à compter de la notification du 1^{er} marché subséquent et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire:

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages, y compris sur les réseaux concernés, causés par les travaux et ayant pour origine aussi bien les éventuelles études d'exécution du ressort de l'entrepreneur, que de l'exécution proprement dite des travaux,

- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

CHAPITRE 8 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le tableau ci-dessous récapitule les dérogations apportées par certains articles du CCP aux dispositions du CCAG stipulées dans les articles indiqués sur ce tableau :

Référence des articles du CCAG	Référence des articles du présent marché apportant la dérogation	Objet de la dérogation
3.6	7 du CCP	Modalités de présentation d'un sous-traitant
4	6 du CCP	Pièces contractuelles
3.7	17 du CCP	Notification des documents
14.1	15 du CCP	Calcul des pénalités
23.1	6 du CCP	Application des normes : textes en vigueur
26	37 du CCP	Réception - Transfert de propriété

Toutes les autres dispositions du CCAG non contraires au CCP sont applicables au présent marché.

<p>Adopté par le Bureau syndical,</p> <p>le 15 septembre 2009</p> <p>Le Président,</p> <p>Jacques ABRY</p>	<p>Vu et approuvé le présent CCP,</p> <p>établi par le SIED 70,</p> <p>pour être joint à mon acte d'engagement</p> <p>le</p> <p>L'entrepreneur</p>
--	--